



LE BURKINA SUR LA SCÈNE INTERNATIONALE RETOUR SUR LA 80^{ÈME} ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'ONU



«Notre révolution est celle de la
dignité et de la liberté»

KARAMOKO JEAN MARIE TRAORÉ/ 80^È AG DES NATIONS UNIES

« Il ne sert à rien de venir à la tribune des Nations Unies pour appeler à la paix, et dans les coulisses financer le terrorisme »



AES: Une même voix, une même ambition pour la souveraineté



Journées Nationales d'Engagement Patriotique et de Participation Citoyenne (JEPPEC 2025)

Le Président salue le réveil progressif du patriotisme chez les Burkinabè, qui se manifeste par leurs efforts quotidiens pour reconstruire une nation souveraine, juste et prospère fondée sur la dignité, la solidarité, la probité et le patriotisme.

Il exprime sa reconnaissance à tous ceux qui participent activement aux initiatives nationales telles que le Fonds de soutien patriotique, Faso Mèbo, l'actionnariat populaire, et félicite la première cohorte de l'immersion patriotique, devenue ambassadrice des valeurs révolutionnaires.

Le Président rappelle que la Révolution ne peut pas surveiller chaque citoyen : la discipline doit venir de la conscience patriotique de chacun. Pour cette phase des JEPPEC, il met l'accent sur deux priorités :

La protection des biens publics

La lutte contre la corruption et le racket

Il insiste sur le respect et l'entretien du patrimoine col-

lectif (infrastructures, matériel public, équipements, etc.), symbole de la richesse commune du peuple. Toute dégradation ou négligence est une trahison de la Révolution.

Le Président condamne avec fermeté la corruption, le racket et les abus dans l'administration publique, qualifiant leurs auteurs d'ennemis de la Patrie. Il appelle à une mobilisation totale des institutions de contrôle et de justice pour garantir la transparence et l'intégrité.

Enfin, il invite chaque Burkinabè à être un modèle d'exemplarité, de discipline et de responsabilité, afin de léguer aux générations futures un pays propre, organisé et prospère.

Vive le Burkina Faso souverain !

Vive l'engagement patriotique !

La Patrie ou la Mort, nous Vaincrons !

Capitaine Ibrahim TRAORÉ

Président du Faso, Chef de l'État

MIPER MAG

NEW YORK

LE MAGAZINE D'INFORMATION DE LA MISSION PERMANENTE DU BURKINA-FASO AUPRES DES NATIONS-UNIES

Directeur de Publication

S.E.M. Oumarou GANOU

Rédactrice en Chef

Saanpoko Ghislaine NIKIEMA

Directeur de Publication délégué

Mme Aminata OUATTARA

Equipe de Rédaction

Mme Odette NIAMBA
Mr Halidou SAVADOGO
Mr Dofini Aubin TIAHOUN
Mr Olivier SOME
Mr Vincent IDO
Mr Pascal OUEDRAOGO
Mme Aline W. COMPAORE
Mme Sonia K. KY

Collaboration

DCRP/Primature
DCRP/MAECR-BE
DCRP/MSJE

Crédit photos

DCRP/PRIMATURE
DCRP/MAECR-BE
UN AV LIBRARY

MAQUETTE

Saanpoko Ghislaine NIKIEMA



SOMMAIRE



LETTRE DE L'EDITEUR

- 5 L'ONU à 80 ans, un cap décisif pour les nations vulnérables

COOPERATION MULTILATERALE

- 7 Le Burkina appelle à un monde sans armes nucléaires
8-9 Les réformes souverainistes du Burkina Faso mises en lumière à New-York
10-11 Le Burkina appelle à une gouvernance économique mondiale plus juste
12 Le Sous-secrétaire général en charge de la jeunesse de l'ONU reçu par le Ministre Roland SOMDA
13 Une commémoration empreinte de mémoire et de vision
14-15 Le chef de la diplomatie burkinabè partage l'expérience de son pays en matière de résilience
16 Une rencontre empreinte de sincérité entre le Premier ministre et SSA Amina Mohamed
17 L'UNFPA et le MSJE dressent le bilan de leur partenariat

COOPERATION BILATERALE

- 20 Vers un partenariat renforcé avec GKSD
21 ONU-Burkina Faso, un partenariat réaffirmé pour le développement
22 Coopération bilatérale : deux accords signés entre le Burkina Faso et la Serbie
23-24 La Hongrie et le Portugal engagés à renforcer leurs relations avec le Burkina Faso
25-26 Le Ministre des Affaires étrangères échange avec les autorités diplomatiques du Nicaragua et du Venezuela
27 Une coopération bilatérale en pleine expansion

DECLARATION BURKINA FASO

28-32

CONFEDERATION AES

- 34 À la tribune de l'ONU, Bamako revendique souveraineté, sécurité et réforme du multilatéralisme
35-36 L'AES plaide pour une unité panafricaine
37-38 Consolidation des relations entre l'AES et la Fédération de la Russie
39-40 Rencontre de la communauté AES aux USA
41-42 AES - Union Africaine
43 Niger à l'ONU : Souveraineté et Refondation au Sahel

DIASPORA USA

- 45-46 Rencontre Diaspora Burkinabè et SE Rimalba OUEDRAOGO
47 La diaspora burkinabè de New York unie dans un élan de solidarité patriotique
47-48 Distinctions honorifiques au personnel de la Mission Permanente du Burkina Faso auprès des Nations Unies
49-50 Bilan 80è session de l'UNGA

L'ONU à 80 ans, un cap décisif !



La 80^e session de l'Assemblée Générale des Nations Unies s'ouvre dans un contexte où l'humanité se trouve à la croisée des chemins. Huit décennies après la création de l'ONU, les grands idéaux de paix et de sécurité collective, de coopération internationale et de développement, et de promotion et protection des droits humains sont plus que jamais mis à l'épreuve : conflits persistants, crise de financement, mesures unilatérales coercitives, menaces climatiques, inégalités sociales et fractures technologiques fragilisent le multilatéralisme.

Pour le Burkina Faso, pays sahélien confronté aux défis sécuritaires, humanitaires et climatiques, cette session anniversaire revêt une signification particulière. Elle n'est pas seulement un rendez-vous symbolique, mais une occasion de rappeler que les promesses de la Charte des Nations Unies doivent aussi résonner dans le quotidien des peuples du Sahel.

L'ONU face à ses responsabilités

En célébrant son 80^e anniversaire, l'ONU est appelée à réaffirmer son rôle central dans la prévention des conflits, la promotion d'un développement durable et équitable et la protection et promotion des droits humains. Mais au-delà des discours, il s'agit de renforcer son efficacité et sa capacité à répondre aux défis contemporains. Pour le Burkina Faso, qui lutte contre le terrorisme menace à la paix et la sécurité internatio-

nales ses causes et ses conséquences, le renforcement du partenariat international est une nécessité vitale pour tous.

Les priorités du Burkina Faso

Le Burkina Faso plaide pour :

- Une solidarité internationale renforcée afin de soutenir les pays sahéliens dans la lutte contre l'insécurité et dans l'accompagnement des populations déplacées et la reconstruction.
- Un engagement climatique concret, car le changement climatique alimente les tensions et menace les moyens de subsistance de millions de Burkinabè.
- Une réforme du système multilatéral, qui doit être plus inclusif et à l'écoute des pays en développement, notamment dans les domaines du financement du développement, de la gouvernance de l'intelligence artificielle et de l'accès équitable aux ressources.

Un anniversaire tourné vers l'avenir

À 80 ans, l'ONU doit faire preuve de lucidité et de courage pour rester fidèle à son mandat fondateur. Pour le Burkina Faso, cette session est une opportunité de rappeler que la paix et la sécurité mondiale sont indissociables de la stabilité du Sahel, et que le multilatéralisme ne peut ignorer les voix des pays en développement.

PAR S.E.M. Oumarou GANOU



COOPÉRATION MULTILATÉRALE



Le Burkina appelle à un monde sans armes nucléaires



New York, le 28 septembre 2025

En marge de la 80^e session ordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies, le Burkina Faso a pris part à la Journée internationale pour l'élimination totale des armes nucléaires.

A l'occasion de cette rencontre, notre pays a réaffirmé sa position sans équivoque en faveur du désarmement nucléaire mondial.

A la tribune, le Ministre des Affaires Étrangères de la Coopération Régionale et des Burkinabè de l'Extérieur, Son Excellence Karamoko Jean Marie TRAORÉ, a rappelé l'urgence d'une action collective face à une menace qualifiée d'« existentielle » pour l'humanité.

Le chef de la diplomatie burkinabè a salué l'entrée en vigueur du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires, qui consacre une norme claire : ces armes sont « immorales, illégales et doivent être abolies ». Il a aussi appelé à la ratification universelle du Traité d'interdiction complète des essais

nucléaires (TICE), tout en dénonçant la résurgence des discours belliqueux et l'augmentation des arsenaux qui détournent des ressources vitales de la lutte contre la pauvreté, le terrorisme et le changement climatique.

Dans son allocution, le Ministre-TRAORE a mis en garde contre de nouveaux risques, notamment l'usage de l'intelligence artificielle et des cyber-opérations dans le domaine nucléaire, qui aggravent les dangers. Il a réaffirmé l'importance des zones exemptes d'armes nucléaires, citant en exemple le Traité de Pelindaba pour l'Afrique, tout en appelant à promouvoir les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire comme levier de développement durable et inclusif.

De son côté, l'Ambassadeur Maïmounata OUATTARA, Représentante Permanente du Burkina Faso à Vienne, a pris part à la conférence sur l'article XIV du TICE. Elle a salué les avancées réalisées depuis 2023, avec 187 signatures et 178 ratifications, tout en exhortant les États réticents à « surpasser leurs appréhensions » afin de faire

franchir au monde un pas décisif vers l'élimination des armes nucléaires.

Son Excellence Mme OUATTARA a rappelé que le Burkina Faso avait ratifié le Traité dès 2002 et multiplié les initiatives pour sa mise en œuvre, notamment la création d'une Autorité nationale dédiée et l'organisation de rencontres régionales à Ouagadougou. Elle a également souligné la forte implication du pays au plus haut niveau, illustrée par la participation du Chef de l'État à la 40^e session de la Commission préparatoire de l'OTICE.

En somme, la diplomate burkinabè a appelé à « passer des discours aux actes » en réorientant les ressources drainées par les essais nucléaires vers les Objectifs de développement durable, en particulier au bénéfice des pays les moins avancés et de ceux sans littoral. A travers ces deux interventions complémentaires, le Burkina Faso se positionne comme un acteur engagé et constant dans la lutte pour un monde débarrassé de la menace nucléaire.

DCRP/MAECR-BE





Leadership africain

Les réformes souverainistes du Burkina Faso mises en lumière à New-York

New York, 22 septembre 2025

Le Premier Ministre, Rimalba Jean Emmanuel OUÉDRAOGO, a pris part au 7e Conseil Européen des entreprises sur l'Afrique et le Moyen-Orient (ECAM), organisé par le think tank The European House Ambrosetti (TEHA) à l'hôtel Pierre. Placée sous le thème « Les leaders africains pour le changement », cette rencontre a réuni décideurs politiques et acteurs économiques autour de la santé, de l'éducation, de la recherche, de l'agro-industrie et de l'énergie verte.

Un dialogue stratégique Afrique – Europe

En ouverture, Kamel Ghribi, pré-

sident de l'ECAM et fondateur du groupe hospitalier privé GKSD Investment Holding et Gruppo San Donato, a réaffirmé l'ambition de son organisation : établir des partenariats solides avec l'Afrique dans des secteurs clés, tout en favorisant des opportunités concrètes de coopération durable.

Les réformes souverainistes du Burkina Faso mises en avant

Dans son intervention, le Chef du Gouvernement burkinabè a rappelé la vision portée par le Président du Faso, le Capitaine Ibrahim TRAORÉ, centrée sur la souveraineté nationale et l'exploitation des ressources endogènes comme

socle du développement.

Il a mis en exergue trois initiatives majeures :

- L'Initiative pour la production agricole et l'autosuffisance alimentaire, destinée à réduire la dépendance extérieure et à valoriser le travail des producteurs locaux.

- L'Initiative pour la santé, visant à renforcer le système sanitaire national et garantir un accès équitable à des soins de qualité.

- L'Initiative pour une éducation de qualité, dont l'objectif est de former une jeunesse compétente, patriote et préparée aux défis du monde moderne.

Ces réformes, a-t-il souligné, tra-



duisent une volonté claire de bâtir un Burkina Faso résilient, autonome et fier de son identité.

Vers un partenariat renouvelé

Le Premier Ministre a par ailleurs in-

sisté sur la nécessité de refonder la relation Afrique–Europe. Selon lui, l'avenir des échanges ne peut plus s'inscrire dans une logique d'assistance et de domination, mais doit reposer sur un partenariat équi-

table, basé sur le respect mutuel et des bénéfices partagés. Il a réaffirmé la disponibilité du Burkina Faso à accueillir toute initiative internationale s'inscrivant dans cette dynamique constructive.





Le ministre des Affaires étrangères, de la Coopération régionale et des Burkinabè de l'extérieur, SEM Karamoko Jean Marie TRAORÉ, à la tribune du premier Sommet biennal de la 80e AG de l'ONU

80^e session de l'ONU

Le Burkina appelle à une gouvernance économique mondiale plus juste

New York, 25 septembre 2025

À la tribune du premier Sommet biennal de la 80e session ordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies, le Ministre des Affaires Étrangères, de la Coopération Régionale et des Burkinabè de l'Ex-térieur, SEM Karamoko Jean Marie TRAORÉ, a livré le mercredi 24 septembre, la déclaration du Burkina Faso dans le cadre de cette rencontre placée sous le thème « Une Économie mondiale durable, inclusive et résiliente ».

Dès l'entame de son propos, le Chef de la diplomatie burkinabè a réitéré l'adhésion de notre pays à la déclaration du Groupe 77 et la Chine. Selon lui, la démocratisation des instances décisionnelles mondiales demeure une condition incontournable pour donner une véritable voix aux pays du Sud, longtemps marginalisés dans les grandes orientations économiques de la planète.

Le Ministre a également dénoncé les contradictions de la solidarité internationale. Prenant l'exemple de l'Ukraine, il a rappelé que des centaines de milliards de dollars ont

été mobilisés en quelques mois, alors qu'une aide similaire accordée à l'Afrique, à l'Amérique latine ou à l'Asie, aurait un impact décisif sur l'atteinte des Objectifs de Développement durable (ODD). Une illustration, selon lui, des « doubles standards » qui fragilisent la cohésion internationale.

Sur le plan mondial, le Burkina Faso met en avant cinq priorités : la réforme de l'architecture financière internationale, un allègement significatif de la dette, la révision des conditionnalités des banques multilatérales, la mobilisation effective des 4 000 milliards de dollars nécessaires au financement du développement durable et enfin, le respect des engagements climatiques, dont les 100 milliards de dollars promis chaque année aux pays vulnérables.

« Construire une économie inclusive exige des choix audacieux et une solidarité réelle », a martelé le Chef de la diplomatie burkinabè. Selon lui, il ne s'agit pas de privilèges réservés à quelques nations, mais d'un droit universel qui doit garantir dignité et prospérité à tous les peuples du monde.

Pour finir ce chapitre, il a lancé un appel à la responsabilité collective, car bâtir une prospérité partagée revient à consolider la confiance entre nations, renforcer la paix et donner un sens concret à l'idéal de l'ONU.

« C'est à cette noble mission que nous devons tous nous atteler », a-t-il déclaré, invitant la communauté internationale à transformer ses





engagements en actions concrètes. Évoquant enfin la situation nationale, le Ministre TRAORE a souligné les efforts déployés par le Burkina Faso pour simultanément sécuriser son territoire et relancer l'économie,

malgré le défi du terrorisme. Dans les zones libérées, a-t-il précisé, les autorités ont relancé le secteur agricole grâce à l'irrigation et à la mécanisation, restauré des infrastructures de base, rouvert des

écoles et facilité le retour volontaire de milliers de familles déplacées. « Sécurité et reconstruction économique sont indissociables pour bâtir une paix véritable et durable. », a conclu le Chef de la diplomatie



Coopération multilatérale

Le Sous-secrétaire général en charge de la jeunesse de l'ONU reçu par le Ministre Roland SOMDA



En marge de la commémoration du 30e anniversaire du Programme d'action mondial de la jeunesse, le Ministre des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi, Monsieur Roland SOMDA a accordé une audience au Sous-Secrétaire général en charge de la jeunesse, Dr Felipe Paullier ce jeudi 25 septembre 2025 à New-York.

Au nombre des sujets abordés par les deux personnalités, le suivi des conclusions de l'audience du 16 avril 2025, l'agenda du nexus sport développement et paix, la co-organisation de la journée internationale

de la jeunesse le 12 août 2025 entre le MSJE et les agences du système des Nations unies avec un focus sur le Pacte pour l'avenir.

Le Ministre Roland SOMDA n'a pas manqué de saluer les efforts du bureau de la jeunesse des Nations Unies sous le leadership du Dr Felipe.

Au cours de cette audience, le Sous-secrétaire en charge de la jeunesse a pris l'engagement de renforcer les actions futures en matière de sport.





80^e anniversaire de l'ONU

Une commémoration empreinte de mémoire et de vision

Le Premier Ministre, Chef du Gouvernement, a pris part le lundi 22 septembre 2025 à la réunion de haut niveau consacrée à la célébration du 80^e anniversaire de l'Organisation des Nations Unies (ONU). L'événement s'est tenu dans la prestigieuse salle de l'Assemblée Générale, réunissant les représentants des États membres autour de la mémoire et de l'avenir de l'institution multilatérale.

La cérémonie a été marquée par la projection d'un documentaire retraçant les grandes réalisations de l'ONU

depuis sa création en 1945. Ce film a mis en lumière les efforts de l'organisation en matière humanitaire, politique et de promotion des droits de l'homme, trois dimensions qui ont façonné son rôle sur la scène internationale.

Dans son allocution, la nouvelle présidente de l'Assemblée Générale des Nations Unies, Annalena Baerbock, a souligné que cet anniversaire constituait « une occasion unique de mettre en avant les réalisations accomplies par l'ONU et ses agences spéciali-

sées, mais aussi d'explorer les actions nécessaires pour relever les défis majeurs qui se posent aujourd'hui à l'humanité ».

Pour sa part, le Secrétaire Général de l'ONU, António Guterres, a appelé à une refonte de la coopération internationale. Il a insisté sur l'urgence de renforcer la solidarité mondiale dans un contexte de plus en plus marqué par les divisions géopolitiques et la multiplication des conflits.

Par sa participation à cette rencontre historique, le Premier Ministre a réaffirmé la volonté du Burkina Faso de contribuer activement au renforcement du multilatéralisme et à la construction d'un monde plus juste et solidaire.



Le chef de la diplomatie burkinabè partage l'expérience de son pays en matière de résilience



Le Ministre Karamoko Jean Marie TRAORE, lors de la réunion de la Commission de consolidation de la paix de l'ONU

New-York, le 26 septembre 2025

Dans le cadre de la 80e Assemblée Générale des Nations Unies, il s'est tenu une réunion ministérielle le 25 septembre, consacrée à la cohésion sociale et à la gouvernance inclusive. A cette réunion, le Ministre des Affaires Etrangères de la Coopération Régionale et des Burkinabè de l'Extérieur a porté la voix du Burkina Faso.

Reconnaissant que la cohésion sociale et la gouvernance inclusive sont toutes deux essentielles pour renforcer la résilience communautaire et bâtir une paix durable, SEM Karamoko Jean Marie TRAORE a présenté les avancées enregistrées par le Burkina Faso qui, avec dignité a choisi la voie de la résilience et de la reconstruction, pour faire face aux défis multiples qu'il affronte depuis près d'une décennie, notamment le terrorisme ayant engendré des déplacements

massifs de populations, fragilisé le tissu social, et mis à mal l'économie.

« Au 31 août 2025, plus d'un million

de personnes déplacées internes ont pu regagner leurs localités d'origine, grâce à la solidarité internationale et à l'engagement patriotique



de ses fils et filles, qui ont mobilisé des ressources importantes. Cette dynamique illustre le dévouement et le sacrifice de notre peuple pour restaurer la paix », a-t-il indiqué.

SEM Karamoko Jean Marie TRAORE a également réaffirmé la détermination du Burkina Faso et des pays frères de l'AES, à transformer leurs épreuves en opportunités, et à bâtir une paix durable fondée sur la cohésion sociale, la justice et la prospérité partagée.

Le Burkina Faso, précise-t-il, est ouvert à des partenariats équitables, respectueux de ses choix et valori-

sant les initiatives locales, car « les solutions durables sont celles dont l'identification prend en compte la volonté des peuples eux-mêmes, et les voix locales sont essentielles à des solutions endogènes durables ».

En perspective, il a présenté quatre recommandations formulées par le Burkina Faso pour renforcer l'action de la Commission de Consolidation de la Paix.

Il s'agit de :

- Faciliter un financement direct, rapide et flexible, notamment au profit des pays de l'Alliance des États du

Sahel confrontés à des défis trans-frontaliers communs.

- Investir dans les solutions endogènes : autonomisation économique, programmes intergénérationnels et mécanismes traditionnels de résolution des conflits.

- Promouvoir une gouvernance inclusive, respectueuse de la souveraineté des États et ouverte à la participation effective des femmes, des jeunes et des communautés marginalisées.

- Adopter une approche intégrée qui lie cohésion sociale, adaptation climatique et prévention de l'extrémisme violent.





Une rencontre empreinte de sincérité entre le Premier Ministre et SSA Amina Mohamed

New York, 23 septembre 2025

En marge de la 80^e session de l'Assemblée Générale des Nations Unies, le Premier Ministre, Son Excellence Rimalba Jean Emmanuel OUEDRAOGO, a été reçu en audience par Mme Amina Mohamed, Secrétaire Générale adjointe de l'ONU.

Un échange franc et constructif

La rencontre a offert l'occasion d'un dialogue direct sur la situation nationale et les perspectives de coopération avec le système des Nations Unies. Le Chef du Gouvernement a présenté un tableau précis du contexte burkinabè, mettant en relief les efforts consentis sous le leadership du Président du Faso en matière de sécurité, de développement et de gouvernance.

Il a notamment rappelé :

- la rupture des accords déséquilibrés avec la France ;

- les avancées dans la lutte contre le terrorisme ;
- les réformes engagées pour une meilleure discipline budgétaire ;
- la rationalisation des dépenses publiques et la mobilisation des ressources endogènes.

Une parole forte sur la sécurité

Le Premier Ministre a insisté sur la nécessité de nommer clairement les parrains du terrorisme, dénonçant l'hypocrisie de certains États qui, tout en alimentant l'insécurité, se présentant ensuite à la tribune internationale en défenseurs de la paix. « Tant qu'on ne les nomme pas, ils continueront leurs forfaits », a-t-il affirmé avec fermeté.

Vers une coopération respectueuse et équilibrée.

Abordant la relation avec l'ONU, il a souligné que le Burkina Faso reste disposé à poursuivre sa coopération dès lors qu'elle s'inscrit dans une logique de respect des priorités nationales.

Les récentes décisions impliquant l'organisation, assumées avec responsabilité par le pays, illustrent cette volonté d'un partenariat transparent et équilibré.

Une visite annoncée

L'entretien s'est conclu sur une perspective concrète : la disponibilité exprimée par le Premier Ministre à accueillir SGA Amina Mohamed au Burkina Faso, une initiative que la haute responsable de l'ONU a chaleureusement saluée.





80e session ordinaire de l'Assemblée Générale des Nations Unies

L'UNFPA et le MSJE dressent le bilan du partenariat

Le Ministre des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi, Monsieur Roland SOMDA a été reçu en audience le 26 septembre 2025 à New York par Dr Diene KEITA, Directrice Exécutive du Fonds des Nations unies pour la population (UNFPA). Cette audience a été une occasion pour passer en revue les actions relatives à l'initiative de 10.000 stages d'initiation à la vie professionnelle, la réhabilitation des centres d'écoute et de dialogue pour jeunes et l'agenda sport, développement et paix. Cette audience qui a

également connu la participation de Madame Pélagie KABORE, Ministre de l'Action Humanitaire et de la Solidarité Nationale, fut l'occasion de féliciter la Directrice Exécutive pour sa récente nomination méritée à la tête de l'UNFPA.

L'hôte du jour, a saisi l'occasion pour exprimer son admiration pour la résilience du Burkina Faso. Elle a par ailleurs réaffirmé la volonté de l'institution à renforcer les actions en cours au Burkina Faso en matière de jeunesse et de solidarité nationale.



Le SPONG porte les aspirations de la société civile burkinabè à la 80e session de l'ONU

Le Secrétariat Permanent des Organisations Non Gouvernementales (SPONG), représenté par son Coordonnateur National, M. W. Bruce Emmanuel SAWADOGO, a pris part à la 80e session de l'Assemblée Générale des Nations Unies, célébrant le 80e anniversaire de l'ONU.

Cette participation a permis de renforcer la visibilité et le plaidoyer de la société civile burkinabè sur les grands enjeux mondiaux, notamment la paix, la sécurité, le climat et le développement durable. Le SPONG a pris part à plusieurs rencontres de haut niveau, dont le Sommet sur le climat, la ses-



sion sur les Objectifs de Développement Durable (ODD) et des échanges avec des partenaires tels que l'UNICEF et des représentants gouvernementaux.

Le SPONG souligne que cette présence internationale a consolidé sa coopération avec les institutions nationales et multilatérales et permis d'identifier de nouvelles opportunités de partenariat. Il exprime sa reconnaissance au Ministère des Affaires Etrangères pour son appui et réaffirme son engagement à poursuivre son action de plaidoyer au service du développement durable et de la paix.



COOPÉRATION BILATÉRALE

Vers un partenariat renforcé avec GKSD



Tête à tête entre Rimtalba Jean Emmanuel OUÉDRAOGO et M. Kamel Ghribi, président du groupe hospitalier privé GKSD

New York, 22 septembre 2025

En marge de sa participation au 7^e Conseil Européen des entreprises sur l'Afrique et le Moyen-Orient (ECAM), le Premier Ministre Rimtalba Jean Emmanuel OUÉDRAOGO a accordé une audience à M. Kamel Ghribi, président du groupe hospitalier privé GKSD Investment Holding et du Gruppo San Donato.

Une volonté affichée d'investir au Burkina Faso

M. Ghribi, qui avait ouvert les travaux de l'ECAM sur le thème « Les leaders africains pour le changement », a salué la dynamique de transformation engagée au Burkina Faso. Il a exprimé l'intérêt de son groupe pour explorer des opportunités dans les secteurs stratégiques de la santé, de l'agro-industrie et de l'énergie. À cet effet, il a annoncé l'envoi prochain d'une mission afin de poser les bases d'un partenariat solide et durable.

Une vision centrée sur la souveraineté et la valeur ajoutée nationale

Le Chef du Gouvernement a, de son côté, rappelé la vision qui guide les investissements au Burkina Faso : miser sur les compétences internes et transformer les ressources nationales

afin de générer une valeur ajoutée bénéfique directement au peuple. Il a réaffirmé l'ouverture du pays à toute coopération respectueuse de la souveraineté nationale et tournée vers la prospérité partagée.

Dans le prolongement du plaidoyer du Burkina Faso à l'ECAM

Cette rencontre s'inscrit dans la continuité du message porté par le Premier Ministre lors de l'ECAM : la nécessité d'un partenariat Afrique-Europe renouvelé, équitable et respectueux, au service d'un développement durable dans les domaines essentiels que sont la santé, l'éducation, l'agro-industrie et l'énergie verte.



ONU-Burkina Faso, un partenariat réaffirmé pour le développement



Poignets de mains entre le 1^{er} ministre Rimalba Jean Emmanuel Ouédraogo et le Secrétaire général de l'ONU, M. António Guterres.

Le Premier Ministre, Chef du Gouvernement, Rimalba Jean Emmanuel Ouédraogo, a eu un entretien, dans la soirée du samedi 27 septembre 2025, avec le Secrétaire Général de l'ONU, M. António Guterres. Cette rencontre, qui est intervenue après la déclaration à la tribune de l'Assemblée Générale des Nations Unies, a été pour le Chef du Gouvernement burkinabè une tribune privilégiée pour soutenir et préciser la position du pays sur les défis actuels.

Le Premier Ministre a exprimé sa gratitude pour les diligences entreprises afin de faciliter la participation de son pays à cette rencontre internationale et a salué la collaboration soutenue de l'ONU dans le domaine humanitaire. Il a ensuite présenté à son hôte les efforts entrepris par le Gouvernement burkinabè, à travers des actions vigoureuses et déterminantes visant la reconquête totale du territoire et l'amélioration du bien-être des populations. À cet égard, il a mis en lumière l'impact des différentes initiatives présidentielles sur la vie quotidienne des Burkinabè. Abordant la création de l'Alliance des États du Sahel (AES), le Chef du Gouvernement a souligné qu'il

s'agit d'une initiative souveraine de trois États, ayant pour but la mutualisation des forces pour lutter efficacement contre le terrorisme et bâtir un développement solidaire au bénéfice des peuples du Sahel. Sans détour, il a dénoncé les parrains du terrorisme qui continuent d'endeuiller les populations sahéniennes, révélant que du matériel sophistiqué est régulièrement découvert dans les repaires ennemis détruits par les forces combattantes de l'AES.

Le Premier Ministre a également mis en cause la stratégie de communication mensongère orchestrée par la France et ses relais contre les pays de l'AES, y voyant l'expression de l'acharnement d'un ancien colon mécontent de la décision souveraine et salutaire des trois États de rompre avec des accords léonins. « **Nous ne sommes pas venus à l'ONU pour nous apitoyer sur notre sort, car nous savons que notre salut réside dans notre sursaut patriotique** », a-t-il déclaré au Secrétaire Général de l'ONU, avant de rappeler que le Burkina Faso reste engagé sur deux fronts : la lutte contre le terrorisme et la lutte pour le développement.

Toujours dans la franchise respec-

tueuse qui caractérise ses propos, le Chef du Gouvernement a insisté sur la nécessité pour l'ONU de dénoncer clairement le financement et le soutien du terrorisme et de s'engager dans une réforme profonde afin de demeurer une institution crédible et utile pour les peuples. Il a réaffirmé la disponibilité du Burkina Faso à maintenir le dialogue et la collaboration avec les Nations Unies dans cette attente.

Dès l'entame des échanges, le Secrétaire Général a rappelé les souvenirs chaleureux qu'il garde du Burkina Faso, où il a eu l'occasion de séjourner lorsqu'il exerçait d'autres fonctions. Il s'est dit attristé par l'action des terroristes sur les populations et a renouvelé l'engagement de son institution à accompagner le Burkina Faso sur la voie du développement.

Cet entretien a été un important créneau pour livrer de vive voix au haut responsable de l'ONU la lecture correcte de la situation actuelle du Burkina Faso et de l'espace AES en général, preuve s'il en fallait de l'ouverture du Gouvernement au dialogue constructif.



Coopération bilatérale : deux accords signés entre le Burkina Faso et la Serbie

New-York, le 27 septembre 2025

Les rencontres bilatérales figurent en bonne place dans le programme du séjour du Chef de la diplomatie burkinabè à New-York.

Ce 26 septembre, le Ministre des Affaires Etrangères, de la Coopération Régionale et des Burkinabè de l'Extérieur, et son homologue de la Serbie ont procédé à la signature de deux accords.



Le premier est un mémorandum d'entente en matière de consultations politiques entre le Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération Régionale et des Burkinabè de l'Extérieur et le Ministère des Affaires Etrangères de la République de Serbie.

Quant au second accord, il s'agit d'un mémorandum sur la coopération entre l'Académie diplomatique du Mi-

nistère des Affaires Etrangères, de la Coopération Régionale et des Burkinabè de l'Extérieur et l'Académie diplomatique du Ministère des Affaires Etrangères de la République de Serbie.

Au-delà de la signature des deux accords, les Ministres des Affaires Etrangères serbe et burkinabè ont échangé sur des sujets d'intérêt commun,

notamment la nécessité de renforcer l'axe Ouagadougou-Belgrade dans le domaine des échanges commerciaux et en matière de soutien mutuel sur la scène internationale.

« Nous sommes disposés et motivés à avancer vite dans cette coopération », a laissé entendre SEM Karamoko Jean Marie TRAORE.



La Hongrie et le Portugal engagés à renforcer leurs relations avec le Burkina Faso



Signature de deux mémorandums d'entente entre les Ministères en charge des Affaires Etrangères du Burkina Faso et de la Hongrie et du Portugal

New-York, le 24 septembre 2025

En marge des travaux de la 80^e Assemblée Générale des Nations Unies, le Ministre des Affaires Etrangères, de la Coopération Régionale et des Burkinabè de l'Ex-térieur a accordé une audience au Ministre des Relations Economiques Extérieures et des Affaires Etrangères de la Hongrie.

Les échanges entre SEM Karamoko Jean Marie TRAORE et SEM Péter SZIJJÁRTÓ ont porté sur le renforcement du partenariat entre les deux pays. Une volonté qui a été matérialisée par la signature de deux mémorandums d'entente.

Le premier document porte sur les consultations politiques entre les Ministères en charge des Affaires Etrangères du Burkina Faso et de

la Hongrie, visant à lancer le dialogue politique permanent entre les deux institutions.

Quant au second document, il s'agit d'un accord de coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur, qui sera notamment marqué par l'octroi de bourses d'étude hongroises à des étudiants burkinabè dans diverses filières.





Avec le Ministre d'Etat et des Affaires Etrangères du Portugal SEM Paulo RANGEL



Avec SEM Péter SZIJÁTO, Ministre des Relations Economiques et des Affaires Etrangères de la Hongrie



Coopération bilatérale

Le Ministre des Affaires Etrangères échange avec les autorités diplomatiques du Nicaragua et du Venezuela

New York, le 24 septembre 2025

Le Ministre des Affaires étrangères, de la Coopération Régionale et des Burkinabè de l'Extérieur met à profit son séjour à New York pour multiplier les rencontres avec des pays partenaires et amis du Burkina Faso.

À ce titre, il s'est entretenu le 23 septembre avec SEM Yván Eduardo Gil PINTO, Ministre des Affaires Etrangères du Venezuela, pays ami avec lequel le Burkina Faso a relancé sa coopération dans plusieurs secteurs définis lors de la dernière commission mixte de coopération tenue en 2024 à Caracas.

Les deux Ministres ont passé en revue les dossiers de coopération entre le Burkina Faso et le Venezuela, tout en reconnaissant la nécessité de donner un nouvel élan à leurs relations.

Ils ont convenu, entre autres, de mettre en place un mécanisme de suivi et d'évaluation des accords signés, d'organiser des rencontres virtuelles et de favoriser des échanges de délégations entre les deux pays.

Dans ce cadre, une visite du Ministre vénézuélien est attendue prochainement à Ouagadougou, afin de marquer une nouvelle étape de la coopération bilatérale.

Lors de cette audience, tenue le jour de l'ouverture de la 80^e Assemblée Générale des Nations Unies, les deux Ministres ont analysé les premiers discours prononcés à la tribune, qu'ils estiment de nature à perpétuer la domination, voire la dictature de certaines grandes puissances sur les autres États.

Face à cette situation, ils ont souligné la nécessité, pour les pays injus-

tement considérés comme faibles, de mutualiser leurs forces et de faire preuve de détermination afin de résister aux agressions, aux ingérences et aux comportements frustrants des États dits forts. La diplomatie, ont-ils affirmé, a un rôle majeur à jouer dans cette dynamique.

Le Ministre vénézuélien a par ailleurs confié que le Président Nicolás MADURO suit avec admiration les chantiers engagés avec succès par le Président du Faso, le Capitaine Ibrahim TRAORÉ, notamment dans les secteurs des mines, de l'agriculture, des infrastructures et de l'éducation.

Avant cette rencontre, le chef de la diplomatie burkinabè s'est également entretenu avec SEM Denis Moncada COLINDRES, Ministre Conseiller auprès des Co-Présidents de la République du Nicaragua pour la Politique et les Affaires internatio-



nales.

Le Nicaragua faisant partie des nouveaux partenaires du Burkina Faso, les échanges ont permis de passer en revue les dossiers de coopéra-

tion, notamment dans les domaines de l'agriculture, de la diplomatie, de la formation professionnelle et de la santé.

Les deux parties ont convenu d'ini-

tier des échanges de délégations afin de partager leurs expériences et de bâtir des partenariats mutuellement bénéfiques.

DCRP/MAECR-BE



Une coopération bilatérale en pleine expansion



Tête à tête entre le Premier ministre burkinabè, Rimalba Jean Emmanuel Ouédraogo et le vice-président équato-guinéen chargé de la défense et de la sécurité, Mangué Teodoro Nguema Obiang

À l'occasion de la 80e Assemblée Générale des Nations Unies, tenue à New York, le Premier Ministre burkinabè, Rimalba Jean Emmanuel Ouédraogo, a accordé une audience au Vice-Président équato-guinéen chargé de la défense et de la sécurité, Mangué Teodoro Nguema Obiang, le 22 septembre 2025. Cette rencontre a marqué une étape significative dans le renforcement des relations diplomatiques entre les deux pays.

Les échanges, empreints de cordialité, ont permis aux deux dirigeants de réaffirmer leur volonté commune de consolider les liens d'amitié et de coopération. Le Ministre burkinabè des Affaires Etrangères, Karamoko Jean Marie Traoré, a souligné que cette rencontre s'inscrit dans une dynamique de collaboration constructive, fondée sur des intérêts partagés et une vision commune du développement africain.

Parmi les points abordés figurent la tenue prochaine de consultations bilatérales, notamment à travers l'activation des commissions mixtes de coopération. Ces mécanismes permettront de structurer les projets communs et de leur donner une portée opérationnelle. La Guinée Equatoriale a exprimé un vif intérêt pour l'expertise burkinabè dans plusieurs secteurs, notamment la sécurité, la gouvernance locale et les initiatives présidentielles telles que Faso Mèbo, saluées pour leur impact social.

Le Premier Ministre Ouédraogo a égale-



ment présenté l'ambition du Burkina Faso d'organiser des journées économiques, initiative accueillie favorablement par la délégation équato-guinéenne. Les deux Ministres des Affaires Etrangères ont été mandatés pour concrétiser ce projet dans les meilleurs délais.

Le Vice-Président équato-guinéen a exprimé son souhait d'effectuer une visite officielle au Burkina Faso afin de s'inspirer des modèles de gouvernance et des politiques publiques mises en œuvre. Selon le Ministre Traoré, cette volonté témoigne de l'intérêt croissant que suscite le Burkina Faso sur le continent, en tant que laboratoire d'idées et de pratiques innovantes.



Déclaration du Burkina Faso prononcée par le Premier ministre Chef du Gouvernement SEM Rimalba Jean Emmanuel OUEDRAOGO

New-York, le 27 septembre 2025

Madame la Présidente,

Monsieur le Secrétaire général des Nations Unies,

Mesdames et Messieurs les Chefs de délégation,

Distingués délégués,

Mesdames et Messieurs,

J'ai l'honneur et le grand privilège de prendre la parole au nom du Camarade Président, le Capitaine Ibrahim TRAORÉ, Président du Faso, Chef de l'État, à l'occasion de la présente session, afin d'y porter la voix du peuple digne et intègre du Burkina Faso.

Aussi, me charge-t-il d'adresser ses fraternelles salutations, à tous les citoyens du monde épris de paix et de liberté.

Madame la Présidente,

Je vous adresse, au nom du Burkina Faso, mes chaleureuses félicitations pour votre élection à la présidence de cette 80ème session. Votre élection consacre la confiance de la communauté internationale en votre leadership, et votre sens de l'écoute et du dialogue. Vous trouverez auprès de mon pays un partenaire sincère, constructif et engagé.

À votre prédécesseur, Monsieur Philémon YANG, j'exprime ma gratitude pour la qualité et la rigueur du travail accompli lors de la 79ème session.

Madame la Présidente, Distingués délégués, Mesdames et Messieurs,

Le Burkina Faso souscrit pleinement à la déclaration prononcée au nom de



la Confédération des États du Sahel (AES) par la République sœur du Mali. Ensemble avec le Niger, nous avons une communauté de but et d'aspirations dans un espace de renouveau et de rupture.

Monsieur le Secrétaire Général,

Le Burkina Faso tient à saluer l'apport du système des Nations Unies et de ses partenaires dans notre quête commune de stabilité et de prospérité.

La présente session qui se tient

quatre-vingts ans après l'adoption de la Charte des Nations Unies, constitue une occasion idéale pour marquer une halte et dresser un bilan sans complaisance de notre organisation. C'est cette réflexion que nous propose le thème : « Mieux ensemble : plus de 80 ans au service de la paix, du développement et des droits humains ».

S'il s'inscrit dans la perspective de renouvellement de notre engagement mutuel en faveur d'un monde davantage porté sur l'équité et la justice, et

d'un multilatéralisme plus efficace, ce thème traduit bien la démarche idéale qui devrait guider chaque nation, chaque regroupement sous-régional, régional et international.

Ces « Noces de Chêne » qui devraient incarner un temps de célébration solennelle appellent plutôt à une profonde introspection. Le bilan des huit décennies des Nations Unies, loin de susciter l'allégresse, s'apparente davantage à un « fiasco embarrassant », « une désillusion collective » et « un échec structurel ».

Puisque le devoir de vérité nous y invite, nous devons reconnaître avec humilité que quoique le tableau global présente quelques acquis, celui-ci reste négativement marqué par huit décennies d'optimisme durement éprouvé, huit décennies d'espairs déçus, huit décennies de rêves brisés, bref ...huit décennies de rendez-vous cruciaux manqués.

C'est malheureusement l'image obscure d'une ONU que beaucoup de nos devanciers de 1945, s'ils vivaient encore, auraient eu du mal à accepter.

Il est donc difficile de se réjouir face à un bilan aussi mitigé. Comment comprendre que l'Afrique, berceau de l'humanité et foyer de tant de conflits, représentant plus d'un milliard d'êtres humains, demeure exclue des instances décisionnelles du Conseil de sécurité ?

Comment accepter que des missions de maintien de la paix, financées à coups de milliards, quittent nos pays en laissant davantage de frustrations et de souffrances que de résultats tangibles ?

Les causes de ce « naufrage collectif » sont pourtant bien connues de tous, notamment des Etats membres eux-mêmes qui, durant ces huit décennies, ont, dans le cadre de l'Assemblée générale, consacré leurs énergies à défendre des causes nobles et à proposer des réformes réalistes sans obtenir gain de cause.

Que peut-on y faire si les décisions de l'Assemblée Générale, qui ne sont pas contraignantes, la rendent congénitalement inaudible et inefficace ?

Pouvait-on espérer un meilleur bilan avec un Conseil de Sécurité malade de la politisation de ses décisions, impotent du fait de ses incohérences et inefficace en raison de ses divisions permanentes ?

Pire encore, ce Conseil, au rôle aujourd'hui galvaudé, se présente lui-même comme un grand fauteur de trouble pour la complicité tacite, sournoise et parfois active de certains de ses membres permanents, eux-mêmes grands acteurs et principaux financiers des crises de notre époque.

Voilà ce qu'est devenu notre Conseil

de Sécurité, une « entreprise » -il faut le dire- « funeste » qui, du fait des visées prédatrices de certains de ses membres permanents, peut entre autres décider quel pays sera à l'ordre du jour du terrorisme international, dans quel autre envoyer des opérations de maintien de la paix, comme pour mieux légitimer son rôle.

C'est donc impuissants, que nous assistons aux échecs d'initiatives pourtant judicieuses en raison de rivalités entre Etats et à des crises non résolues dont la plus emblématique est le conflit Israélo-Palestinien qui n'a que trop duré.

L'inaction coupable de la communauté internationale face à la défiance de l'autorité des Etats par des terroristes financés et soutenus par d'autres Etats s'ajoute à tous ces paradoxes inquiétants.

Le temps du sursaut et des réformes courageuses est venu.

Sans cela le Conseil de sécurité restera une institution anachronique, incapable de répondre aux défis de notre temps.

Mesdames et messieurs

Dans un monde en profonde mutation, marqué à la fois par l'essor de la numérisation et par la persistance de tensions géopolitiques, il devient impératif de repenser nos stratégies de



développement économique.

Le commerce international ne peut plus être appréhendé à travers les schémas rigides et déséquilibrés qui nous ont été imposés, mais doit être réorienté vers le renforcement de l'autonomie économique, la transformation locale des ressources et la promotion d'une justice sociale réelle.

Il est aujourd'hui reconnu que la prospérité durable passe par des politiques volontaristes d'industrialisation, de valorisation sur place de nos matières premières et de création d'emplois décents, notamment pour notre jeunesse.

C'est pourquoi, il est urgent de rompre avec le cycle de dépendance aux exportations de produits bruts, un modèle qui accroît la vulnérabilité de nos économies et freine inexorablement notre émergence.

Au Burkina Faso, les initiatives présidentielles traduisent cette volonté ferme de bâtir une économie productive, inclusive et résiliente, capable d'offrir de nouvelles perspectives à nos concitoyens.

C'est dans ce sens que mon pays réaffirme son attachement à l'édification d'un système commercial multilatéral plus juste et plus équitable, fondé sur la solidarité internationale et tirant pleinement parti des avancées scientifiques, technologiques et de l'innovation, véritables leviers d'un développement durable et partagé.

Madame la Présidente,

Mon pays traverse, comme d'autres nations du Sahel, une des épreuves les plus difficiles de son histoire. Depuis près d'une décennie, le Burkina Faso est agressé par des terroristes soutenus par des forces obscures.

Ces groupes convoitent nos ressources, cherchent à briser notre souveraineté et à imposer la loi du chaos.

Mais loin de nous résigner, nous avons fait le choix de la dignité et de la résistance.

Sous le leadership du Camarade Président, le Capitaine Ibrahim TRAORÉ,

nous avons décidé de prendre notre destin en main :

- En mobilisant nos Forces de défense et de sécurité, appuyées par les Volontaires pour la Défense de la Patrie, véritables héros du quotidien ;
- En instituant le Fonds de Soutien Patriotique, alimenté par les contributions volontaires de nos citoyens, de notre diaspora et des amis du Burkina Faso à travers le monde. Depuis 2023, ce Fonds a déjà collecté plus de 413 milliards de FCFA, preuve éclatante de l'unité et du sursaut patriotique de notre peuple ;
- En engageant des réformes historiques pour atteindre la souveraineté alimentaire, réhabiliter nos terres, relancer notre production agricole et réduire notre dépendance aux importations.

Ces efforts déployés par tout un peuple déterminé, portent leurs fruits : plus de 72 % de notre territoire a été reconquis, des milliers de déplacés internes regagnent leurs localités, des écoles rouvrent, des services sociaux reprennent vie. Le Burkina Faso démontre ainsi qu'un peuple uni et debout peut surmonter les épreuves les

plus dures.

En tout état de cause, le Burkina Faso réaffirme, en toute responsabilité, que ses priorités ne sont pas négociables et que ses choix sont plus que jamais à respecter.

Mesdames et messieurs

Nous inscrivons notre action dans le sens des vertus de la solidarité et de l'unité, avec la conviction profonde qu'un peuple rassemblé autour d'un idéal commun peut accomplir de grandes choses.

Les efforts conjugués de nos concitoyens de l'intérieur comme de la diaspora, et leur adhésion enthousiaste à la dynamique impulsée, nous confortent dans la justesse des choix que nous avons opérés, sous le leadership du Camarade Président du Faso.

L'engouement suscité par le Fonds de Soutien Patriotique (FSP) et l'Initiative présidentielle « Faso Mèbo » en est la parfaite illustration. Instituée en 2023, en appui au Plan d'Action pour



la Stabilisation et le Développement (PA-SD), le Fonds de Soutien Patriotique a pour vocation de mobiliser, de manière endogène, des ressources nationales supplémentaires afin de renforcer nos capacités de défense

et d'investissements stratégiques. Ce Fonds a suscité une adhésion massive, tant à l'intérieur du pays qu'au sein de notre diaspora.

Madame la Présidente,

La poursuite méthodique de nos réformes nous permet de saluer aujourd'hui des avancées majeures en matière de gouvernance économique : meilleure maîtrise des dépenses publiques, gestion optimisée des ressources humaines de l'État, rationalisation des charges institutionnelles et maintien d'un endettement viable.

Ces efforts sont également perceptibles dans la redistribution plus équitable des richesses nationales, afin que les ressources abondantes de notre territoire profitent pleinement aux citoyens qui œuvrent à l'essor du pays, et non à des intérêts extérieurs ou à leurs relais internes.

Malgré les difficultés inhérentes à la crise sécuritaire et humanitaire, les actions gouvernementales, couvrant l'ensemble des secteurs de développement socioéconomique, enregistrent des succès notables.

Mesdames et messieurs

C'est pourquoi nous nous étonnons des postures condescendantes de certaines agences onusiennes, qui s'autorisent à s'immiscer dans notre débat national à travers des narratifs biaisés et déconnectés des réalités du terrain.

Nous rejetons avec fermeté le rapport intitulé « Les enfants et le conflit armé au Burkina Faso », émaillé de contre-vérités et dont l'intitulé même relève d'une manipulation sémantique.

Je voudrais, à cette occasion, saluer le courage de nos forces combattantes et rendre hommage aux martyrs civils et militaires tombés sur le champ d'honneur pour la défense de notre souveraineté.

Madame la Présidente,

Nous l'avons toujours proclamé : le terrorisme est devenu le prétexte bien trouvé de certains États pour spolier les ressources africaines.

Ainsi, nos pays se retrouvent confrontés à des terroristes qui ne sont, en réalité, que des supplétifs d'armées étrangères prédatrices. Certains États, d'ailleurs, ne se cachent même

plus pour revendiquer publiquement le soutien qu'ils apportent à ces criminels.

C'est le cas de la France, du régime MACRON, dont les médias publics, en plus de la désinformation quotidienne sont devenus des relais de la communication des criminels auteurs d'attaques lâches et barbares perpétrées contre de paisibles citoyens.

À ce sujet, nous renouvelons notre appel quant à la suite réservée à la requête adressée le 20 août 2024 par les États membres de la Confédération des États du Sahel au Conseil de Sécurité, et qui demeure, à ce jour, sans réponse. Ce silence persistant ajoute au discrédit de l'institution et laisse planer le doute sur une complaisance implicite.

Plus inquiétant encore, certains membres du Conseil de Sécurité continuent de piétiner la résolution 1373 (2001), pourtant contraignante, qui impose la répression du financement du terrorisme, le renforcement des contrôles frontaliers et une coopération internationale accrue.

Au Sahel, nous avons pris acte de cette réalité et avons adapté nos dispositifs sécuritaires à cette donne, tout en révisant nos modalités de coopération avec certains pays.

Madame la Présidente,

Nous demeurons convaincus que les Nations Unies doivent rester un cadre central de dialogue et de coopération. Mais nous appelons à un partenariat rénové, fondé sur le respect mutuel, l'égalité et la solidarité sincère.

Mesdames et messieurs

Face aux menaces communes et aux ingérences extérieures, le Burkina Faso, le Mali et le Niger ont uni leurs forces pour fonder la Confédération des États du Sahel (AES).

L'AES n'est pas un repli, encore moins une fermeture. Elle est une affirmation : l'affirmation de notre droit de disposer de nous-mêmes, de définir nos priorités et de bâtir une coopération régionale au service exclusif de nos

peuples.

- C'est un choix de dignité.
- C'est le refus d'un système où nos pays servaient trop souvent de terrains de manœuvre pour des agendas extérieurs.
- C'est la volonté d'être acteur principal de notre histoire et d'écrire nous-mêmes l'avenir de nos enfants.

L'AES s'inscrit dans la continuité du combat de figures panafricanistes telles que Thomas SANKARA, Patrice LUMUMBA ou Kwame N'KRUMAH. Aujourd'hui, une nouvelle génération de leaders assume ce flambeau, avec la ferme conviction inspirée du père de la Révolution d'août 1983 que « seule la lutte libre ».

Madame la Présidente,

L'Afrique, depuis huit décennies, revendique légitimement sa place au Conseil de sécurité. Il est temps de réformer profondément notre Organisation. Plus concrètement, il s'agit :

- de mettre en œuvre une réforme courageuse du Conseil de sécurité, en accordant à l'Afrique une représentation permanente ;

- d'améliorer la gestion des ressources, pour rendre l'ONU plus efficace et plus proche des peuples qu'elle prétend servir ;

- de s'attaquer avec fermeté aux causes structurelles de l'injustice internationale, qu'il s'agisse du terrorisme instrumentalisé, du blocus contre Cuba, des sanctions contre le Venezuela, la Russie, l'Iran, le Nicaragua ou de l'impasse du conflit israélo-palestinien.

Le Burkina Faso souscrit à la vision de la Chine sur la Communauté d'avenir partagée. Dans le cas particulier de la République Bolivarienne du Venezuela, nous réaffirmons notre soutien indéfectible à ce peuple qui subit depuis des décennies, des campagnes d'isolement, des sanctions illégales et des provocations incessantes.

Face à cette ingérence flagrante dans les affaires souveraines d'une nation et à cette agression économique aux conséquences humanitaires désastreuses, nous exprimons notre soli-



darité avec ce pays qui résiste avec dignité pour préserver son droit de choisir son propre destin, sans ultimatum ni diktat étranger.

Nous appelons donc à la raison et à la diplomatie pour que cesse toute action hostile contre le Venezuela.

Monsieur le Secrétaire général

Je voudrais à présent m'adresser à vous. Il est vraiment temps pour notre organisation de changer de paradigme, car l'ONU se retrouve aujourd'hui dans la même situation que la défunte Société Des Nations.

Elle est incapable d'imposer sa voix et faire respecter ses propres principes, incapable de faire appliquer ses décisions et résolutions aux puissants, incapable de faire respecter le droit international, incapable de régler les multiples conflits et incapable d'évoluer et de se mettre au niveau des défis actuels.

Monsieur le Secrétaire général,

Vous avez une belle occasion de rentrer dans l'histoire, en prenant vos responsabilités pour une transformation en profondeur de cette organisation qui à sa création a suscité tant d'espoir. Vous avez le soutien ferme de

millions de citoyens du monde pour faire de cette organisation un véritable garant de la paix et de la sécurité dans le monde et non un instrument de domination aux mains des plus forts du moment. Malgré les pressions diverses et les jeux de pouvoir, nous vous savons assez ingénieux pour affranchir l'organisation des nations unies et la placer à la hauteur de nos ambitions communes.

Madame la Présidente,

Abordant les questions de développement, le Burkina Faso salue la tenue de la 4ème Conférence internationale sur le financement du développement et forme le vœu que les conclusions de la réunion de Séville puissent contribuer à l'avènement d'une architecture financière plus équitable, respectueuse de la souveraineté des Etats et soutenant une transformation réelle des pays en développement.

Dans la même veine, il demeure impérieux de s'attaquer aux facteurs qui constituent un frein à la pleine réalisation des Objectifs de Développement Durable (ODD), censés transformer positivement notre monde sous l'égide des Nations Unies.

Mesdames et Messieurs,

Quatre-vingts ans après la Charte

des Nations Unies, notre Organisation est loin d'avoir répondu aux espoirs de 1945. Quatre-vingts ans après, le monde est plein d'injustice et de souffrance et les risques d'un autre conflit généralisé se précisent et sont sources d'inquiétude pour l'avenir.

Mais il n'est pas trop tard pour redonner à notre maison commune l'élan qui lui manque.

Le Burkina Faso, fidèle à son héritage panafricaniste, réaffirme sa foi en un multilatéralisme renoué, juste et équitable. Nous sommes résolus à défendre notre souveraineté et notre dignité, mais nous tendons la main à toutes les nations éprises de justice, de liberté et de solidarité.

Vive l'Organisation des Nations Unies réformée et crédible !

Vive la Confédération des États du Sahel !

Vive le Burkina Faso, digne, souverain et debout !

La Patrie ou la Mort, Nous Vaincrons !

Je vous remercie.



CONFÉDÉRATION AES



À la tribune de l'ONU, Bamako revendique souveraineté, sécurité et réforme du multilatéralisme

New York, 26 septembre 2025

Devant la 80^e Assemblée Générale des Nations Unies, le Premier Ministre malien, Général de division Abdoulaye Maïga, a porté la voix de la Confédération des États du Sahel (AES)-Mali, Burkina Faso, Niger.

Son message : ancrer la souveraineté, gagner la bataille sécuritaire contre un terrorisme "sponsorisé", bâtir un développement endogène et refonder un multilatéralisme jugé à bout de souffle.

Sécurité : une stratégie "souverainiste" et coordonnée

Au cœur du discours, la lutte antiterroriste. L'AES se présente en première ligne face à des groupes armés "instrumentalisés et soutenus par des États étrangers". Bamako décrit une montée en puissance concertée des forces de défense-recrutements massifs, formation, équipement, opérations conjointes et affirme contribuer, au-delà du Sahel, à la protection des pays côtiers ouest-africains. L'enjeu : endiguer durablement la menace et restaurer l'autorité de l'État.

Accusations et contentieux régionaux

Le Premier Ministre dénonce des soutiens étatiques externes aux groupes armés, citant notamment l'Ukraine (fourniture de drones kamikazes) et la France (soutien allégué au terrorisme). Il met aussi en cause la "junte algérienne" après la destruction d'un drone malien (10 avril 2025), dossier pour lequel la CIJ a été saisie. Bamako réclame que les responsabilités soient "publiquement établies" et que les résolutions se traduisent en mesures concrètes pour sécuriser l'espace sahélien.

Développement : cap sur l'endogène

Au-delà du sécuritaire, l'AES revendique une stratégie de rupture : infrastructures, énergie, industrialisation, diversification. Instrument annoncé : la Banque confédérale pour l'investissement et le développement, destinée à financer des projets communs. L'AES met en avant ses atouts 2,8 millions km², 75 millions d'habitants majoritairement jeunes, diaspora active, ressources agricoles, hydriques et minières — pour justifier une



trajectoire d'autonomie.

Droits humains : attachement... et retrait de la CPI

Le Mali réaffirme l'adhésion de l'AES au droit international des droits humains et au droit humanitaire, tout en rejetant leur "instrumentalisation politique". Dans cette logique, les États de l'AES se sont retirés du Statut de Rome (22 septembre 2025) et privilégient désormais des mécanismes endogènes de justice "en adéquation avec leurs valeurs sociétales".

Réformer l'ONU : représentativité africaine et efficacité

Bamako plaide pour une ONU rénovée : décisions applicables, mécanismes de suivi robustes des engagements internationaux, et représentation accrue de l'Afrique au Conseil de sécurité, conformément au Consensus d'Ezulwini et à la Déclaration de Syrte (deux sièges permanents, cinq non permanents). Sur le financement global, le discours salue des alternatives comme les BRICS et des mécanismes africains capables de rompre le cycle dette-dépendance et de

financer la sécurité.

Le cadrage national : une charte pour la paix

Sur le plan interne, le Mali met en avant la Charte pour la paix et la réconciliation (22 juillet 2025), fruit d'un processus inclusif avec la diaspora et les forces vives, pensée pour ancrer des solutions locales, restaurer la cohésion et stabiliser le pays.

Message final : "ne pas feindre l'ignorance"

En conclusion, Abdoulaye Maïga enjoint l'ONU à se placer "du côté de la vérité", à reconnaître l'agression de l'AES, et à soutenir une confédération qui combat pour elle-même, pour l'Afrique et pour la stabilité mondiale. L'AES dit ne pas quémander, mais appeler à la conscience : pour un multilatéralisme "à visage humain", fondé sur le droit, le dialogue, la coopération — et le respect de la souveraineté.

Un plaidoyer qui fixe une ligne claire : sécurité collective, autonomie stratégique et réforme d'un ordre international jugé



Mémoire africaine, justice et réparations

L'AES plaide pour une unité panafricaine

Le Premier Ministre Rintalba Jean Emmanuel Ouédraogo a pris part, le jeudi 25 septembre 2025, à la Rencontre de haut niveau sur la mémoire africaine, la justice et les réparations, organisée par la République du Sénégal, au African Burial Ground National Monument de New York. Ce lieu hautement symbolique, situé en plein cœur de Manhattan, est l'un des plus anciens sites funéraires d'Africains réduits en esclavage en Amérique du Nord.

Ce mémorial rappelle à la fois la douleur d'un passé marqué par la traite et l'esclavage, mais aussi la résilience des peuples africains et de leurs descendants. C'est donc dans ce cadre chargé d'histoire et de mémoire que s'est tenue la rencontre, rassemblant des dirigeants africains et de la diaspora. Outre le Président sénégalais Bassirou Diomaye Faye, initiateur de cette rencontre, ont également pris part le Président du Ghana, ainsi que

les Premiers ministres du Mali, de la Sierra Leone et de la Barbade, entre autres.

S'exprimant au nom des trois pays de la Confédération des États du Sahel (AES), le Chef du Gouvernement burkinabè a salué cette initiative « opportunité de dialogue collectif et prospectif ». Il a rappelé que l'histoire des trois nations sahéliennes demeure profondément marquée par les luttes contre l'esclavage, le colonialisme et le néocolonialisme. Il a évoqué la mémoire des aïeux enrôlés de force dans les guerres coloniales, la spoliation économique et les résistances héroïques de figures africaines. Le changement de nom en « Burkina Faso » en 1984, a-t-il souligné, illustre ce désir de rupture avec un passé d'oppression et de spoliation, et incarne, avec le combat actuel du Président Ibrahim Traoré, mais aussi avec les dynamiques portées au Mali et au Niger, la continuité d'une quête de souveraineté et de

dignité.

Le Premier Ministre a également insisté sur trois axes essentiels de la question des réparations, qui concernent l'ensemble des pays de l'AES : la justice économique, pour corriger les séquelles du colonialisme ; l'identité et l'éducation, à travers la restitution du patrimoine culturel et l'intégration des résistances africaines dans les programmes scolaires ; et la solidarité panafricaine, pour renforcer le lien entre l'Afrique et sa diaspora et bâtir un développement équitable.

Au nom de l'AES, il a proposé plusieurs pistes concrètes pour la mémoire africaine : la création de musées de la résistance, à la fois physiques et numériques, pour préserver et transmettre l'histoire ; l'organisation de colloques panafricains sur la restitution des biens culturels ; la mise en place de programmes de retour des compétences de la diaspora dans des



secteurs stratégiques ; la création de fonds d'investissement de la diaspora pour soutenir les PME et les projets sociaux ; et le développement de jumelages culturels et éducatifs avec des villes à forte population afro-des-

cendante dans le monde.

Cette rencontre de New York est une occasion historique pour l'Afrique et particulièrement pour les trois pays de l'AES d'affirmer leur voix. « **Nous ne**

demandons pas seulement la reconnaissance de notre passé, mais nous posons les fondations d'un avenir plus juste, plus prospère et souverain pour tous les peuples africains et leurs descendants », a-t-il déclaré.



Les parties se concertent pour consolider la coopération

New-York, le 25 septembre 2022

Présents à New-York dans le cadre de la 80e Assemblée générale de l'ONU, les Ministres en charge des Affaires Etrangères de la Confédération AES et leur homologue russe ont tenu une réunion dans la soirée du 24 septembre.

Deuxième réunion après celle tenue à Moscou en avril dernier, elle s'inscrit dans une démarche de dialogue continu, pour discuter de toutes les questions qui touchent aux relations entre l'entité AES et la Fédération de Russie.

Ainsi, elle a permis aux Ministres Abdoulaye DIOP du Mali, Bakary Yaou SANGARE du Niger, Karamoko Jean Marie TRAORE du Burkina Faso, et Sergueï LAVROV de la Fédération de Russie, d'évaluer les progrès et les défis futurs de la coopération entre l'AES et la Fédération de Russie.

« Des avancées importantes ont été enregistrées entre les deux parties; sur le plan de la sécurité, il y'a quelques semaines les Ministres de la défense des trois pays se sont retrouvés à Moscou et des résolutions importantes ont été prises pour pouvoir renforcer le travail en commun, et apporter le soutien militaire et technique nécessaire à la matérialisation de la force unifiée de l'AES », se réjouit SEM Abdoulaye DIOP, Ministre en charge de des Affaires étrangères du Mali, pays assurant la présidence de la Confédération AES.

Sur le plan du développement économique, les deux parties ont renouvelé leur engagement à travailler pour le renforcement des relations économiques et commerciales entre de l'AES et la Fédération de Russie.

A cette réunion également, les deux parties ont partagé leurs visions sur la situation sécuritaire et politique au niveau des trois pays de l'AES, mais aussi niveau de la région ouest africaine et au plan international.



« A ce niveau nos échanges ont porté sur nos relations avec certaines institutions africaines, et nous avons soulevé notre vision qui est celle de la nécessité pour ces organisations d'avoir une grille de lecture qui soit conforme aux réalités de nos pays », explique SEM Abdoulaye DIOP.

Pour sa part, le Ministre russe en charge des Affaires Etrangères a réaffirmé l'engagement de son pays aux côtés de la Confédération AES pour relever les défis auxquels elle fait face, avec comme priorité la question sécuritaire.

« Nous allons continuer à apporter

le soutien nécessaire à l'AES pour gagner la lutte contre le terrorisme, notamment à travers le renforcement des capacités opérationnelles des forces de défense et de sécurité ; nous tenons à la stabilisation et à l'intégrité territoriale de l'espace AES », a laissé entendre SEM Sergueï LAVROV lors des échanges.

En perspective et pour maintenir le dynamisme de la coopération, les deux parties ont convenu de poursuivre les échanges, avec en ligne de mire l'organisation de leur troisième réunion qui pourrait se tenir dans un pays de la Confédération AES.





Une même voix, une même ambition pour la souveraineté



Les Premiers Ministres du Burkina Faso, du Mali et du Niger ont rencontré, ce samedi 27 septembre 2025, la communauté de l'Alliance des États du Sahel (AES) vivant aux États-Unis, à l'Hôtel Westin New York Grand Central. Les échanges, empreints de fraternité et de dignité, ont été marqués par un esprit de cohésion autour des idéaux portés par l'AES.

Dans une ambiance de grande ferveur patriotique et de communion fraternelle, la diaspora s'est fortement mobilisée pour accueillir les Chefs de Gouvernement de la Confédération. L'exécution de l'hymne de l'AES a été le premier acte de la rencontre. Tour à tour, les Premiers Ministres ont livré un message de mobilisation, invitant les ressortissants des pays de l'AES vivant aux États-Unis à demeurer engagés dans le projet collectif de souveraineté, de sécurité et de dignité nationale. Ils ont rappelé la cohérence de la démarche commune des trois pays, déjà illustrée par leur concertation et leur déclaration solidaire à la tribune des Nations Unies lors de la 80^e Assemblée Générale.

Dans son intervention, le Premier Ministre Rimalba Jean Emmanuel Ouédraogo a salué « **du fond du cœur cette mobilisation exceptionnelle** ». Pour lui, cette mobilisation consti-

tue « la première source d'énergie » de la transformation en cours dans l'espace sahélien. Abordant l'esprit qui guide la Confédération, il a rappelé que « **Cette mobilisation, cet enthousiasme, ce sursaut et cette révolte populaire contre l'injustice font la force de notre combat. L'AES aujourd'hui pour vous tous, c'est une chance historique.** »

Le Chef du Gouvernement a par ailleurs exalté le rôle déterminant de la diaspora dans la marche de la Confédération : « La Confédération des États du Sahel compte sur chaque fils et sur chaque fille du Sahel. Vous êtes ici les ambassadeurs de la Confédération », a-t-il déclaré, avant de conclure par un appel vibrant : « **Quand on dit la patrie ou la mort, nous vaincrons. Il ne s'agit pas d'un slogan, mais d'un**

engagement. »

La diaspora a salué « la dynamique d'unité » qui s'est matérialisée cette semaine par la solidarité affichée à la tribune onusienne. Elle a exhorté les dirigeants à accélérer les chantiers prioritaires, notamment l'avènement de la monnaie de l'AES, perçue comme un instrument décisif de souveraineté économique.

Les trois Premiers Ministres ont remercié la diaspora pour son engagement constant et sa contribution au développement. Ils ont réaffirmé leur détermination à traduire l'élan d'unité exprimé à New York en initiatives concrètes, au service du progrès et de l'avenir partagé des peuples du Sahel.







Confédération AES - Union Africaine

Une concertation pour de meilleures perspectives de coopération

New York, le 23 septembre 2025

En marge de la 80^e Assemblée Générale des Nations Unies, les Ministres en charge des Affaires Etrangères de la Confédération AES et le Président de la Commission de l'Union Africaine, S.E.M. Mahmoud Ali Youssouf, ont tenu une réunion le 22 septembre au siège des Nations Unies.

Cette rencontre a permis aux deux parties d'échanger sur les perspectives de coopération entre l'Union Africaine et la Confédération AES, après une période marquée par des incompréhensions et un déficit de dialogue et de communication.

Les Ministres Abdoulaye DIOP du Mali, Bakary Yaou SANGARÉ du Niger et Karamoko Jean Marie TRAORÉ du Burkina Faso ont exprimé, dans une parfaite convergence de vues, les attentes de la Confédération AES vis-à-vis de l'Union Africaine dans le contexte de la crise sécuritaire que traversent leurs pays.

Ils ont insisté sur la nécessité pour l'Union Africaine d'être à l'écoute et de prendre ses décisions en tenant



compte des réalités qui prévalent dans l'espace AES, plutôt que de s'en tenir uniquement à des principes abstraits.

Ils ont par ailleurs salué la nouvelle dynamique initiée par le Président de la Commission de l'UA, notamment à travers l'envoi de missions permettant aux représentants de l'institution panafricaine de s'immerger dans la réalité des pays de l'AES.

Selon eux, c'est par cette démarche que pourra évoluer l'appréciation

faite actuellement sur les pays de l'AES, souvent basée sur des informations non fondées.

« Il faut nécessairement corriger les erreurs d'appréciation à travers une immersion dans notre environnement, une proximité entre les décideurs et le terrain, et sortir du narratif porté par des personnes qui ne sont pas en contact avec nous. Avec le terrorisme, c'est toute l'Afrique qui est concernée, pas seulement le Sahel. Nous devons le combattre à



travers une approche réaliste. On ne saurait parler de terrorisme sans les pays de l'AES ; même suspendus, on ne doit pas parler de nous sans nous », a déclaré S.E.M. Karamoko Jean Marie TRAORÉ.

Dans le même élan, les trois Ministres ont déploré l'absence d'une solidarité agissante de la communauté internationale à l'égard du Mali, du Niger et du Burkina Faso. Ils ont souligné leur conviction que le terrorisme persiste parce qu'il est soutenu par certaines

puissances, avec des relais dans des pays voisins de l'AES.

Pour sa part, le Président de la Commission de l'Union Africaine a dit avoir pris bonne note des préoccupations exprimées par les ministres de l'AES.

Il a reconnu la nécessité d'adapter les textes de l'organisation aux réalités propres à chaque État membre et a rassuré que, sous son mandat, il veillera à éviter tout isolement des États de l'AES.

Il a également salué la reprise de la coopération entre l'AES et la CE-DEAO, qu'il a qualifiée d'étape importante vers le rétablissement des liens entre l'Union Africaine et la Confédération AES.

« La Commission que je préside continuera à soutenir et conseiller l'AES, mais aussi à prendre en compte ses critiques. Nous allons avancer ensemble », a affirmé S.E.M. Mahmoud Ali Youssouf.



Photo de famille des 3 ministres de l'AES et du Pr de la Commission de l'Union Africaine, S.E.M. Mahmoud Ali Youssouf

Niger à l'ONU : Souveraineté et Refondation au Sahel

New York, 27 septembre 2025

À la tribune de l'ONU, le Niger, par la voix de son représentant au nom du Président Abdourahmane Tiani, a livré un discours centré sur la souveraineté nationale, la refondation politique et la lutte contre le terrorisme au Sahel.

Soutien à l'AES

Le Niger s'inscrit dans la dynamique de la Confédération des États du Sahel (AES : Niger, Mali, Burkina Faso), affirmant son unité et son rejet de toute ingérence.

Héritage et cohésion

Le pays met en avant ses valeurs ancestrales – brassage ethnique, tolérance et solidarité – comme socle de sa stabilité et de son identité.

Dénonciations fermes

Le discours condamne :

- le génocide à Gaza et appelle à un État palestinien ;
- les agressions israéliennes contre l'Iran et le Qatar ;
- l'indifférence face aux conflits en RDC, au Soudan et au Sahel ;

et accuse la France de soutenir le terrorisme et de freiner le développement nigérien, rappelant son lourd passif colonial.

Un « terrorisme importé et sponsorisé »

Le Niger affirme que les groupes armés sahéliens sont financés et soutenus de l'extérieur, transformant la région en champ d'ingérence.

La refondation en marche

Depuis juillet 2023, Niamey revendique :

la fin des accords jugés injustes,

la souveraineté sur ses ressources,



l'unité du peuple autour d'un projet national,

des réformes institutionnelles profondes.

Avancées et résilience

Malgré les sanctions, le pays met en avant :

- une autosuffisance alimentaire amorcée,
- une croissance prévue à 7 % entre 2025 et 2028,
- des mesures sociales (baisse du car-

burant, frais médicaux et scolaires).

Diplomatie et multilatéralisme

Le Niger redéfinit ses partenariats sur la base du respect mutuel et appelle à une réforme du multilatéralisme, pour que l'Afrique ait sa place au Conseil de Sécurité.

En résumé : le Niger s'affirme comme un pays en refondation, déterminé à défendre sa souveraineté, à bâtir une AES forte et à engager un développement endogène, tout en restant ouvert à des partenariats équitables.



Un Espace - Un Peuple - Un Destin



DIASPORA



«Notre révolution est celle de la dignité et de la liberté»



Le Premier Ministre, Chef du Gouvernement, Rimtalba Jean Emmanuel Ouédraogo, a rencontré, le samedi 27 septembre 2025 à la Représentation permanente du Burkina Faso à New York, la communauté burkinabè vivant aux États-Unis. Cette rencontre fraternelle a permis d'exposer les avancées de la Révolution Progressiste Populaire et de réaffirmer la détermination du Burkina Faso à poursuivre la lutte pour sa souveraineté.

Dès l'entame de sa déclaration liminaire, le Chef du Gouvernement a salué la mémoire des combattants tombés pour la patrie. « **C'est grâce au sacrifice de nos guerriers que nous pouvons aujourd'hui entretenir l'espoir d'un Burkina Faso debout, ayant reconquis sa dignité et son indépendance** », a-t-il affirmé.

Sur le terrain sécuritaire, le Premier Ministre a mis en exergue les victoires enregistrées par les forces combattantes et les Volontaires pour la Défense de la Patrie (VDP) : « Nous enregistrons des victoires significatives et



reconquérons des zones qu'on croyait définitivement perdues », a-t-il déclaré, tout en appelant à la vigilance face aux « stratégies perfides de l'ennemi, comme la pose de mines artisanales ». Élargissant son propos, il a replacé la lutte nationale dans une perspective plus large : **« Nous devons combattre sur deux fronts : contre le terrorisme qui endeuille nos populations, mais aussi contre l'impérialisme qui tente de nous maintenir dans la dépendance. Notre révolution est celle de la dignité, de la liberté et de l'affranchissement de toutes les formes d'asservissement. »**

Au plan économique et diplomatique, le Chef du Gouvernement a rappelé la rupture introduite dans la gouvernance des ressources nationales. **« Nous ne sommes pas venus ici pour mendier. Nous avons tout au Burkina Faso. Ce que nous demandons, c'est simplement qu'on nous laisse tranquilles »**, a-t-il martelé, avant d'ajouter : « Contrairement à ce qu'on a voulu nous faire croire, notre pays n'est pas pauvre. La nature nous a bénis. » Illustrant ses propos, il a cité l'exemple des ressources minières : « Rien qu'en début septembre, nous avons mobilisé plus de 36 tonnes d'or, alors qu'à l'arrivée du Capitaine, nous n'avions pas un seul gramme officiellement recensé. »

Avant la séance des questions et réponses, le Premier Ministre a rappelé

que « la Révolution Progressiste Populaire est le combat de chaque fils et de chaque fille du Burkina Faso. Ensemble, nous faisons face, avec courage et audace, pour que nos enfants et petits-enfants soient fiers de nous. »

Les échanges ont montré la diversité des préoccupations de la diaspora. Elles vont de la question des infrastructures à la valorisation de la culture nationale. Abordant la question des infrastructures, le Chef du Gouvernement a présenté la vision portée par le Président du Faso, le Capitaine Ibrahim Traoré. À travers l'initiative Faso Mèbo, des brigades équipées sont en déploiement dans les régions pour construire et réhabiliter les routes. L'ONBAH, également réhabilité, contribue à la réalisation de barrages et d'aménagements hydroagricoles. Cette approche vise à développer une capacité endogène pour réduire la dépendance aux prêts extérieurs et mobiliser la jeunesse à travers des chantiers à haute intensité de main-d'œuvre. Il a insisté sur la place centrale de l'éducation dans la refondation nationale et annoncé la révision des curricula scolaires afin de refléter l'histoire et le patrimoine du Burkina Faso, en remplaçant les récits coloniaux par des contenus valorisant l'identité nationale.

La communauté burkinabè des États-Unis a aussi exprimé ses attentes.

Entre autres doléances, elle a souhaité que les enfants puissent bénéficier du Camp Vacances Faso Mèbo, dans le but de renforcer leur lien avec la mère patrie. Elle a par ailleurs plaidé pour la mise en place de mécanismes adaptés facilitant sa participation au développement du pays, notamment à travers l'investissement et la transmission de compétences dans les domaines technologiques et scientifiques, conformément à la vision du Président du Faso. Sur le sujet, le Premier ministre a annoncé la mise en place d'une plateforme intégrée de services pour la diaspora, regroupant les Ministères des Affaires Étrangères, de l'Économie, du Commerce, de l'Administration Territoriale et d'autres départements concernés. Ce guichet unique permettra à tout Burkinabè de l'extérieur d'effectuer ses démarches administratives en matière d'investissement (agrément, foncier, documents officiels) en toute transparence et sans passer par des intermédiaires familiaux.

À travers ces échanges, le Chef du Gouvernement a réaffirmé la détermination du Burkina Faso à poursuivre la Révolution Progressiste Populaire avec l'ensemble de ses fils et filles, de l'intérieur comme de la diaspora, dans un esprit de souveraineté, de dignité et de responsabilité.



Distinctions honorifiques au personnel de la Mission Permanente du Burkina Faso auprès des Nations Unies



New York, 29 septembre 2025

Dans une atmosphère empreinte d'émotion et de reconnaissance, le personnel de la Mission Permanente du Burkina Faso auprès des Nations Unies a été mis à l'honneur au cours d'une cérémonie de décoration présidée par Son Excellence Monsieur Karamoko Jean Marie TRAORÉ, Ministre des Affaires étrangères, de la Coopération régionale et des Burkinabè de l'extérieur.

L'événement, organisé au siège de la Mission à New York, a réuni plusieurs membres du Gouvernement burkinabè, parmi lesquels le Ministre de la Jeunesse, des Sports et de l'Emploi, Monsieur Roland SOMDA, et la Ministre de l'Action humanitaire et de la Solidarité nationale, Madame Pélagie KABORÉ. Leur présence a traduit la reconnaissance du Gouvernement envers ses représentants diplomatiques pour leur engagement et leur dévouement au service de la Nation.

Cinq agents distingués pour services rendus

Au cours de la cérémonie, cinq membres du personnel ont été déco-



rés pour leur sens du devoir, leur professionnalisme et leur contribution au rayonnement du Burkina Faso au sein du système des Nations Unies.

Les récipiendaires sont :

Son Excellence Monsieur Oumarou GANOU, Ambassadeur, Représentant permanent du Burkina Faso auprès des Nations Unies ;

Monsieur Halidou SAWADO, Ministre Conseiller ;

Monsieur Aubin Dofini TIAHOUN, Premier Conseiller ;

Madame Aline COMPAORÉ, Secrétaire particulière ;

Madame Sonia KY, Secrétaire.

Ces distinctions honorifiques viennent saluer des années de travail acharné, de rigueur et de loyauté — des valeurs qui incarnent l'excellence et la constance du service public burkinabè à l'international.

Un moment d'émotion et de fierté nationale

La cérémonie s'est déroulée dans une ambiance conviviale et fraternelle, empreinte de fierté nationale. Elle a marqué un moment fort de reconnaissance et d'encouragement pour l'ensemble du personnel diplomatique burkinabè à New York, rappelant l'importance de la mission de représentation et de défense des intérêts du Burkina Faso sur la scène internationale.



Bilan 80e session de l'UNGA

Le Burkina Faso brille à la tribune mondiale de l'ONU

La diplomatie burkinabè a signé une participation remarquée à la Semaine de Haut Niveau de la 80e session de l'Assemblée Générale des Nations Unies.

La délégation conduite par Son Excellence Monsieur le Premier Ministre, Rimalba Jean Emmanuel OUEDRAOGO a multiplié les interventions, les rencontres et les partenariats, portant haut la voix du pays sur les grandes questions mondiales.

Une semaine d'engagement et de visibilité internationale

Tout au long de la semaine, la délégation burkinabè a pris part à 36 réunions et événements de haut niveau, dont la célébration du 80^e anniversaire de l'ONU, le Sommet sur le climat 2025, et le Premier Sommet biennal pour une économie mondiale durable et inclusive.

Le Burkina Faso a également pris la parole lors du débat général de l'Assemblée générale, le 27 septembre, pour réaffirmer son engagement en faveur de la paix, du développement durable et d'un multilatéralisme plus équitable.

Cette présence dynamique a permis au pays de renforcer sa visibilité au sein des Nations Unies et de rappeler son attachement à la solidarité internationale face aux défis communs : sécurité, climat, jeunesse, santé et gouvernance mondiale.

L'Alliance des États du Sahel au cœur des discussions

Le Burkina Faso a également joué un rôle moteur au sein de l'Alliance des États du Sahel (AES).

Les Premiers ministres et les ministres des Affaires étrangères des trois pays membres ont tenu plusieurs concertations sur les priorités communes, notamment la sécurité régionale, la coopération économique et la mise en œuvre de l'Initiative atlantique — un projet porté par le Royaume du Maroc pour faciliter l'accès des États sahéliens à l'océan Atlantique.

Ces échanges ont aussi donné lieu à des rencontres avec des partenaires stratégiques tels que la Fédération de Russie et la Commission de l'Union africaine, témoignant de la volonté du Burkina Faso de bâtir des partenariats équilibrés et pragmatiques.

Des audiences diplomatiques de haut niveau

En marge des travaux, la délégation a mené une intense activité diplomatique, enchaînant 22 audiences bilatérales avec des dirigeants et responsables d'institutions internationales.

Le Chef de la délégation a notamment rencontré M. António Guterres, Secrétaire général des Nations Unies, Mme Aminata Mohammed, Sous-Secrétaire générale adjointe, ainsi que des hauts représentants du PAM, de l'UNFPA, de l'OCHA et du HCR.

D'autres échanges ont eu lieu avec les ministres des Affaires étrangères de la Hongrie, du Portugal, de la Serbie, du Venezuela et des Émirats arabes unis, autour du renforcement de la coopération bilatérale, de la jeunesse et de la formation, ainsi que du développement durable.

La délégation a également rencontré la communauté burkinabè vivant aux États-Unis, dans un esprit de proximité et de cohésion nationale.

Des accords qui ouvrent de nouvelles perspectives

Au-delà des débats, cette semaine diplomatique a été marquée par la signature de quatre accords de coopération.

Le Burkina Faso et la Hongrie ont conclu un protocole d'accord pour la période 2025–2028 dans le cadre du programme Stipendium Hungaricum, permettant à davantage d'étudiants burkinabè d'accéder à des formations universitaires en Hongrie.

Un mécanisme de consultations diplomatiques régulières a également été mis en place entre les deux pays. Par ailleurs, deux mémorandums d'entente ont été signés avec la Ré-

publique de Serbie : l'un portant sur la coopération entre les académies diplomatiques, l'autre sur la tenue de consultations politiques périodiques. Ces accords traduisent la volonté du Burkina Faso de diversifier ses partenariats et de renforcer ses capacités institutionnelles.

Une diplomatie en mouvement

À travers cette participation dense et structurée, le Burkina Faso a su affirmer sa présence et son influence sur la scène internationale.

Entre plaidoyer pour le Sahel, défense du multilatéralisme, promotion de la

jeunesse et ouverture de nouveaux horizons de coopération, le pays s'est illustré par une diplomatie proactive, respectée et tournée vers l'avenir.

"Le Burkina Faso s'impose désormais comme un acteur engagé, crédible et à l'écoute des enjeux mondiaux", a résumé un diplomate présent à New York.

Cette Semaine de Haut Niveau 2025 restera comme une étape significative dans le rayonnement international du Burkina Faso, qui continue de faire entendre sa voix au service de la paix, de la solidarité et du développement.



La diaspora burkinabè de New York unie dans un élan de solidarité patriotique

Dans un remarquable élan d'unité et de patriotisme, la communauté burkinabè de New York s'est mobilisée autour de l'initiative Faso Mèbo, portée conjointement par le Haut Conseil des Burkinabè de New York (HCBE-NY) et l'Association des Burkinabè de New York (ABNY), en concertation avec les autorités burkinabè et les différentes zones des États-Unis.

Cette opération, qui vise à soutenir les actions de solidarité nationale en faveur du Burkina Faso, a suscité une adhésion exemplaire au sein de la diaspora. Plusieurs associations, organisations religieuses et personnes ressources ont répondu à l'appel, confirmant ainsi la vitalité du sens communautaire qui anime les Burkinabè de l'extérieur.

Une mobilisation large et inclusive

Au nombre des premiers contributeurs, l'Union du Grand Nord du Burkina Faso (UGNBF) a remis un chèque de 1 000 dollars, suivie de l'association Koulpélégou-USA qui a contribué à hauteur de **470 dollars**.

La Communauté Catholique Francophone de Saint-Joseph – Famille de New York s'est distinguée par sa générosité, en portant sa contribution initiale de 2 650 dollars à 2 950 dollars. Le Centre Chrétien Eau Vive a également apporté une contribution de 1 010 dollars, tandis que la Communauté musulmane de New York, réunie à la Mosquée Masjid Al Firdaus, a remis la somme de 2 500 dollars.

À ces apports s'ajoutent les dons de plusieurs associations régionales et de femmes :

Association Solidarité Boulgou (ASB) : 1 000 dollars

Association des Ressortissants du Sud-Ouest (ARSO/SWBA) : 1 150 dollars

Association des Femmes Battantes (AFB) : 250 dollars

Sur le plan institutionnel, le Consulat Général du Burkina Faso à New York a enregistré 2 626 dollars de contri-



butions, tandis que la collecte en ligne GoFund Faso Mèbo, lancée sur la plateforme GoFundMe, a permis de recueillir **843,92 dollars nets**.

Au total, ce sont près de 13 800 dollars américains qui ont été mobilisés à ce jour au profit du projet, témoignant d'une solidarité vivante et d'un engagement sans faille envers la mère patrie.

Foi, unité et engagement communautaire

Au-delà des chiffres, cette initiative traduit une dynamique de cohésion, de fraternité et de foi au sein de la diaspora burkinabè.

Les différentes communautés, qu'elles soient religieuses ou régionales, se sont non seulement distinguées par leur appui financier, mais aussi par leur implication morale et spirituelle. Chacune, à sa manière, contribue à renforcer le lien social et à promouvoir l'image d'un Burkina Faso uni, résilient et tourné vers l'avenir.

Des remerciements unanimes

En attendant l'expression des autorités

compétentes, le HCBE-NY et l'ABNY ont tenu à exprimer leur profonde reconnaissance à l'ensemble des associations, églises, mosquées et groupes communautaires qui ont soutenu l'initiative Faso Mèbo.

Ils saluent un engagement collectif exemplaire, symbole d'un patriotisme sincère et d'un amour indéfectible pour la patrie.

Un message fort pour l'avenir

« Ensemble, nous continuons à démontrer que l'union, la foi et la solidarité demeurent les fondements de notre engagement envers le Burkina Faso », ont rappelé les responsables du HCBE-NY et de l'ABNY.

Cette synergie d'actions et de cœurs illustre une vérité chère à la diaspora : aucun sacrifice n'est de trop pour la patrie.



INITIATIVE PRÉSIDENTIELLE «FASO MÊBO»



FASO MÊBO est une vision novatrice du développement national, initiée par le Président Ibrahim Traoré. Elle repose sur la mobilisation des ressources internes : citoyens, jeunes, entreprises et diaspora, pour bâtir un Burkina Faso prospère et autonome.

Objectifs

- Moderniser les infrastructures routières.
- Améliorer le cadre de vie urbain.
- Promouvoir le développement durable en valorisant les ressources locales

Comment participer ?

En faisant un don en nature :

- Ciment
- Sable
- Granit
- Main-d'œuvre physique

FASO MÊBO « Construire le Faso »

Chaque contribution, aussi modeste soit-elle, est un pas vers notre Eldorado!